

# COMMENT UNE VILLE PREND-E

Obésité, maladies chroniques, stress, mal-être : quand Metz, Nancy, Thionville et d'autres communes du Grand Est se placent au chevet de leurs habitants...

## Diagnostics et remèdes

Les villes se préoccupent de la santé de leurs habitants et agissent pour leur bien-être. **COMMENT ? AVEC QUI ET QUELS OUTILS ? DANS QUELLES CONDITIONS ?** Une conférence-débat organisée à Metz, par l'AGURAM, l'Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle, s'est intéressée à la manière dont les villes se saisissent de **CET ENJEU PRIORITAIRE** à l'heure où elles doivent se réinventer.

**L**e sujet de l'urbanisme et de la santé n'est pas nouveau. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, les villes agissaient pour gagner en salubrité ou se prémunir d'épidémies. Puis la question de la santé en ville a été reléguée au second rang des décennies durant avant que la **sédentarité**, l'évolution de la taille des cités ou l'augmentation du trafic automobile et leurs cortèges grandissants de problèmes, la hisse à nouveau parmi les priorités. « *Et il est certain que la crise sanitaire a mis en lumière les enjeux. Le rapport même à la notion de santé a également évolué. Aujourd'hui, on considère qu'il y a une seule et même santé. C'est un état complet, à la fois physique, mental et social* », a rappelé **Marc-Philippe Casalis**, urbaniste, chef de projet « projet urbain – modes de vie » à l'Aguram, lors de son introduction à la conférence-débat organisée par l'Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle, le 8 février dernier, intitulée « Quand la ville prend soin de ses habitants ». Thématique majeure quand on sait que **l'urbanisme est un déterminant de santé** de tout premier plan. Son influence est estimée à 80 % contre 20 % pour les caractéristiques biologiques et génétiques. « *L'environnement à lui seul représente 25 % des déterminants* », a également précisé **Patricia Gout**, directrice générale de l'Aguram. Quelques données extraites d'un rapport de la **Drees** (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) sur la santé des Français (2022)

permettent de mieux appréhender les enjeux. **45 % des Français sont en surcharge pondérale** et 14 % souffrent d'obésité (18 % des collégiens de 3<sup>e</sup>). **Une personne sur dix** présente des symptômes évocateurs de troubles dépressifs en France métropolitaine en 2019 parmi les plus de 15 ans (avec des écarts du simple au double selon le niveau de vie). 3 % de la population cumule **trois pathologies ou traitements chroniques** dès 45-64 ans, 8 % à 65-74 ans et 21 % au-delà de 75 ans, plus encore chez les hommes que chez les femmes. Rappelons aussi que le nord et le **nord-est de la France** affichent une **mortalité plus élevée** pour l'ensemble des cancers, les maladies de l'appareil respiratoire et les maladies cardio-vasculaires. Si ces disparités sont difficiles d'interprétation, la Drees précise qu'elles peuvent renvoyer à l'influence de multiples facteurs comme des comportements et pratiques sociales mais aussi des « *conditions de vie, de travail et de logement* ».

**« Nous ne sommes donc pas encore adaptés aux milieux urbanisés »**

Voilà pour un succinct état des lieux. Mais comment **les villes peuvent-elles agir pour prendre soin de leurs habitants ?** En développant des pistes cyclables, en multipliant les espaces verts et en végétalisant les artères, en réduisant l'accès des voitures aux centres-villes et la vitesse de circulation, en encourageant les déplacements à pied... « *30 minutes par jour de marche ou de vélo permettent de réduire de 25 % les maladies cardiovas-*



Tous les intervenants de la conférence-débat ont évoqué l'importance des espaces verts dans les villes comme sources de bienfaits tant sur le plan physique, que mental et social.

laies », a rappelé Patricia Gout. Tout cela fait partie du catalogue santé de nombreuses communes. Et les initiatives sont d'autant plus affirmées qu'il importe de **lutter contre le réchauffement climatique** qui fragilise la santé de la planète comme des humains. **Autre enjeu** : la sobriété foncière dictée par la loi Climat et résilience qui impose aux villes de réduire leur consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Bref, l'heure est au mouvement. Mais agir pour la santé et le bien-être des habitants implique aussi de mieux appréhender **les rapports que les habitants entretiennent avec leur environnement**. « *Notre cerveau évolue moins vite que l'urbanisation. Nous ne sommes donc pas encore adaptés aux milieux urbanisés dans lesquels nous vivons* », souligne **Emma Vilarem**, co-fondatrice de l'agence [S] CITY qui se positionne au croisement du monde des sciences du comportement et des questions relatives à la « *fabrique* » de la ville. Docteure

en neurosciences cognitives, elle plaide pour une **approche dite « salutogène »** de la cité. Pour résumer, il s'agit d'amplifier ce qui participe à la santé et au bien-être des habitants plutôt que de se focaliser sur ce qui est négatif en la matière, et cela en prenant en considération les **besoins émotionnels, cognitifs et sociaux** des citadins. « *Le cadre bâti (architecture, les proportions des rues...) comme l'ambiance urbaine (pollution sonore ou lumineuse, qualité de l'air...) ou l'environnement social, ont une influence* », précise Emma Vilarem. Ils peuvent **attiser le stress comme générateur du bien-être**. Il est, par exemple, prouvé que la présence à proximité de chez soi **d'espaces verts** a pour effet de réduire le risque de pathologies. À l'opposé, le bruit durant la nuit (pour qui vit sur une grande artère, notamment) a pour conséquence **d'entamer les capacités d'apprentissage** et les performances des enfants à l'école. Dans un autre registre encore, marcher dans des rues

# LE SOIN DE SES HABITANTS ?



communalité. Le **Contrat local de santé** (CLS) porté conjointement par l'ARS et une collectivité territoriale est l'un des leviers activés afin de réduire les inégalités territoriales et sociales de santé en déployant des **solutions de proximité**.

Bien entendu, il faut développer les projets avec et pour la population concernée, localement. La ville ne peut pas prendre soin de ses habitants **qu'en les associant aux ambitions** et en veillant à ce qu'ils adhèrent aux dispositifs (« *ignorer la colère des gens ne la fait pas disparaître* », dit Emma Vilarem). Capitaliser sur les ressources urbaines implique d'identifier ces dernières et d'établir des diagnostics qui soient centrés sur l'humain. « *C'est l'expérience vécue qu'il est nécessaire de bien appréhender. Les outils existent pour opérer ces diagnostics mais également évaluer les impacts des réponses apportées, a posteriori* », précise Emma Vilarem. **Les émotions, ça compte.**

Comme la créativité qui se nourrit de diversité et de nuances. D'où l'importance de veiller aussi à ce que la parole ne soit pas confisquée par les « sachants » et les « initiés » (comme les associations ou les collectifs) mais donnée à **tous les « invisibles »** pour reprendre l'expression de **Béatrice Agamennone**, adjointe au maire de Metz, chargée des espaces publics et vice-présidente de l'Eurométropole de Metz déléguée à la mobilité et aux transports. Aborder les grands enjeux qui préoccupent aujourd'hui les villes comme la mobilité, l'aménagement du territoire ou bien encore le vieillissement de la population, par le prisme de la santé et du bien-être, peut aussi être judicieux, la santé concernant absolument tout le monde. Il y a en la matière un « **horizon commun** » a souligné **Françoise Schaezel**, conseillère de la commune de Strasbourg et vice-présidente chargée de l'urbanisme opérationnel, politique du cadre et qualité de vie, qualité de l'air, santé environnementale à l'Eurométropole de Strasbourg. Il convient de le souligner aussi : vivre dans un environne-

ment qui prend soin du citoyen invite ce dernier à prendre **davantage soin de son cadre de vie, de lui-même et des autres.**

## Avec modestie

Il importe néanmoins de rester modestes... « *Nous ne vivons pas non plus dans un monde de Bisounours* », a tempéré **Pierre Cuny**, le maire de Thionville, lors des échanges, pour mettre en lumière le fait que le changement s'accompagne d'opportunités mais aussi de résistances et de contraintes. À l'heure où les villes doivent se réinventer et se densifier pour s'adapter aux évolutions climatiques, énergétiques et sociétales nul doute que **nos façons de vivre, de consommer, de nous déplacer, de partager l'espace public ou de nous loger**, vont et devront évoluer. Un processus d'acculturation qui « *prendra une dizaine d'années* », dit Pierre Cuny. Et cela sans perdre de vue que le bien vivre, tant sur le plan individuel que collectif, ne relève pas uniquement des sphères sanitaire et environnementale intimement liées dans le concept **de ville « durable »**. Cela passe par la nécessité pour le territoire d'être **également attractif** afin d'attirer des entreprises (elles aussi en mouvement) qui créent des richesses et donnent du travail à proximité, pour ne prendre que ce seul exemple. Les travaux en cours menant à l'élaboration du **PLUi** (Plan local d'urbanisme intercommunal) de l'Eurométropole de Metz destiné à penser, harmoniser et structurer la politique d'aménagement de ce territoire pour les années à venir, illustrent bien combien les équilibres ne sont pas simples à trouver compte tenu **des injonctions parfois contradictoires** avec lesquelles les territoires doivent composer mais aussi de la diversité des enjeux. Pour autant pas question de jouer petits bras avec la santé. La Covid-19 a remis les pendules à l'heure : quand la santé va mal, tout va (vraiment) mal.

Fabrice Barbian

▲ Organisée le 8 février, la conférence-débat de l'Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle, a réuni des élus ainsi que des spécialistes de la santé et de l'urbanisme.

étroites et entourées de hauts immeubles a aussi pour effet d'aviver **un sentiment d'oppression**... Pas inutile, dès lors, de s'attacher à mieux prendre en considération « l'humain » (les besoins sociaux, les émotions, les sens...) dans les politiques menées en capitalisant sur les ressources urbaines susceptibles de générer de l'énergie bénéfique. Créer **des paysages et des cheminements sonores positifs** (des zones de calme) ou soigner **l'organisation et les proportions de bâtiments** en vue d'optimiser le confort d'usage et les échanges entre les gens, sont des sujets de réflexion. Pour conforter le lien social, les événements populaires sont également importants. « *Tout comme le soutien aux associations* », a précisé la spécialiste.

## Mobilisation générale

Pour prendre soin des habitants, les élus peuvent s'appuyer sur de nombreux partenaires. L'Aguram qui a pour missions

d'observer le territoire et de décrypter ses pratiques, de produire des expertises multithématiques et de partager les enjeux de l'aménagement du territoire, en est un. L'**ARS Grand Est** (Agence régionale de santé), un autre. Comme l'a rappelé **Stéphanie Moniot**, sa responsable du pôle planification transversale au sein du département santé environnementale, la santé fait partie des priorités du 4<sup>e</sup> **plan régional Santé Environnement** (PRSE) Grand Est : « *Cela se traduit par des montées en compétences, des synergies, des aides financières et des méthodologies ainsi que par des valorisations d'actions ou de projets innovants, des évaluations visant à favoriser le partage d'expériences et de données. Il est important dans le domaine de la santé de favoriser le travail collectif* ». Bien évidemment les **acteurs de la santé** comme la **recherche académique** ont également leur rôle déterminant à jouer dans les projets initiés à l'échelon de la commune ou de l'inter-

# Carnets de santé

Les villes s'attachent à prendre soin de leurs habitants. Petit florilège **DES POLITIQUES MENÉES** en la matière du côté de **METZ, NANCY, THIONVILLE, SAINT-DIZIER, STRASBOURG** et **TOMBLAINE**.

## NANCY

### Mettre les seniors en mouvement

« **L**e sport, c'est bénéfique pour la santé et ça crée du lien social », Serge Raineri, délégué municipal au développement du sport, du bien-être et au thermalisme, en est convaincu. Pas très compliqué pour cet ancien professeur d'éducation physique. Depuis 2023, la Ville de Nancy propose **des cours de gymnastique d'entretien généralisé gratuits** pour les seniors (+ 55 ans) du Grand Nancy. L'initiative est née suite à la crise sanitaire. Alors que les salles de sport sont fermées du fait des restrictions sanitaires, la Ville propose des séances d'activité physique à suivre depuis chez soi en format vidéo. Face au succès de l'opération, les cours sont maintenant pour les seniors à raison de deux rendez-vous par semaine, les lundis matin et les mercredis après-midi. Ce dispositif vient compléter les séances de marche nordique, aussi gratuites, à destination des plus de 65 ans organisées en partenariat avec le Centre communal d'action social de la ville. D'une durée de deux heures, les séances sont encadrées par des éducateurs territoriaux formés à l'accompagnement du public senior. « On ne va pas faire une session de cardio de la même façon avec un jeune de 16 ans ou une personne âgée », relève l'ancien directeur régional de l'Union nationale



Serge Raineri, délégué municipal au développement du sport, du bien-être et au thermalisme.

Photo DR

du sport scolaire (UNSS). Monique Boutet, 72 ans, fait partie des fidèles pratiquants. Sportive de nature, elle a été totalement séduite par le concept. « Je pratique déjà la natation et je suivais des cours de pilates avant le Covid. L'avantage avec ces cours gratuits, c'est que **l'on y fait des rencontres, souvent de personnes qui habitent le même quartier que vous mais que vous ne connaissiez pas forcément**. Les éducateurs sont à l'écoute et vous guident pour effectuer les bons gestes », relate-t-elle. Son souhait, faire connaître da-

vantage l'initiative. Présidente du conseil nancéen des aînés depuis octobre 2023, elle désire aborder le sujet lors du prochain conseil. « Il faut informer les personnes âgées qui restent chez elles et ne vont pas forcément sur internet pour s'informer. C'est une chance d'avoir ce dispositif », affirme-t-elle. Un point de vue que partage le conseiller municipal. « Un jour, une dame m'a dit qu'elle s'est fait des copines grâce aux cours de gym, ça montre que nous sommes allés au-delà de notre rôle », se réjouit-il.

### Une installation par quartier

« Le seul retour négatif qu'on ait eu c'est qu'il n'y a pas assez de créneaux », indique Serge Raineri. L' élu souhaiterait **augmenter l'offre de séances** mais les lieux d'accueil manquent et les effectifs d'éducateurs sont limités. « L'objectif serait que les clubs sportifs soient impliqués dans le dispositif, suggère-t-il. Pour autant, nous ne sommes pas en compétition avec les salles privées », tient-il tout de même à clarifier. Si jusqu'à présent le sport passait au second plan pour beaucoup, Serge Raineri constate un regain d'intérêt depuis la pandémie. « Enfermés chez eux toute journée, les gens se sont rendu compte de l'importance de pratiquer une activité sportive, aussi bien sur le plan physique que mental. » Les cours de gymnastique affichent complet depuis la rentrée et comptent une centaine de participants fidèles et une cinquantaine de marcheurs se rendent aux sessions de marche nordique. « En tant qu'élus, nous avons une fonction de prise en charge à assurer. Nous sommes là pour aider les publics en situation de précarité, qui n'ont pas forcément les moyens de s'inscrire dans un club ou qui auraient des difficultés pour s'y rendre. Dans une ville idéale, il faudrait qu'il y ait une installation par quartier », poursuit-il. Autre sujet qui lui tient à cœur et auquel il aimerait s'attaquer : la lutte contre l'obésité. « Nous devons développer ce dispositif et l'élargir à d'autres publics. Aujourd'hui, environ 20 % de la population est en situation de surpoids voire d'obésité. Si on ne fait pas quelque chose pour y remédier, nous n'aurons pas rempli notre rôle. »

Jennifer Febvay

## SAINT-DIZIER

### Ville pilote en design actif

La ville de **Saint-Dizier** affiche une particularité par rapport à ses voisines du Grand Est puisqu'elle est engagée dans **une démarche de design actif** visant à mettre à profit l'espace public existant afin d'encourager la mobilité et l'activité physique. Elle fait partie du collectif des « **territoires-pilotes du design actif** » porté par l'**Agence nationale de la cohésion des territoires** et les **Jeux de Paris 2024**. Très concrètement, cela se traduit par la création d'un mur d'escalade sur la façade d'une école donnant sur la rue pour que la structure soit accessible à tous, d'un pump track et d'une piste d'athlétisme qui ont été équipés de chronomètres afin d'inviter chacun à se challenger. Les cours de quatre écoles ont également été entièrement végétalisés et ludifiés... Bilan ? « La piste de bosses a accueilli 600 000 personnes en un an. 57 % des habitants ont testé les équipements et 14 % confient avoir repris une activité physique », précise **François-Xavier Doat**, directeur des relations publiques et de la communication de la Ville et de la Communauté d'agglomération du Grand Saint-Dizier. Une invitation à faire davantage encore. C'est prévu. De multiples projets sont lancés pour équiper le **Parc du Deauville**, au cœur de la cité. Aux équipements évoqués supra s'ajouteront des **casiers connectés** permettant de récupérer des ballons ou des boules de pétanques, un **parcours du combattant** (genre Ninja Warrior) ce qui reconnectera aussi les habitants à sa communauté de militaires... Les cours des 14 autres écoles du territoire vont également être remodelées. « Au-delà d'inciter les enfants à pratiquer une activité physique, c'est aussi bénéfique en matière d'inclusion », précise le communicant.

Fabrice Barbian

## THIONVILLE

### L'obésité et le tabagisme dans le viseur

Du côté de **Thionville**, cela fait dix ans que la ville intervient en matière de prévention avec un premier focus sur l'obésité via un **plan poids** développé avec l'ensemble des acteurs de la santé locaux. Une autre priorité consiste aujourd'hui à déployer des actions de **lutte contre le tabagisme** (ville-pilote pour expérimenter le dispositif « Ville Libre Sans Tabac »). L'actualité dans ce domaine, c'est la mise en place d'espaces où fumer est interdit. C'est le cas dans les parcs « **mais aussi à proximité des écoles et bientôt à l'hôpital** », a précisé **Pierre Cuny**, le maire de la ville qui est également médecin.

La lutte contre le tabagisme est l'une des **cinq priorités thématiques** (25 actions) du CSL local qui vise aussi à favoriser l'accès à la santé, aux droits et aux soins, le bien-être et la santé mentale, la santé environnementale, à lutter contre les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers chez les adultes. Bien entendu, tout cela s'accompagne de dispositifs en faveur de la qualité de l'environnement, d'opérations de végétalisation, de la mise à disposition de mobilier urbain actif, du déploiement de tout un réseau de pistes cyclables...

FB



Pierre Cuny, maire de Thionville.

Photo La Semaine

## METZ

# Mobilité et écologie urbaine

**L**aurent Dap, conseiller municipal de la Ville de Metz et conseiller métropolitain n'a pas manqué de la rappeler dans son introduction-débat de l'Aguram : avec **Jean-Marie Pelt**, il y a plus de 50 ans, Metz est précurseur en matière d'écologie urbaine. Parmi les priorités en la matière, il y a la mobilité avec le développement de pistes cyclables (plus de 40 km) à l'heure où 61 % de la population utilise sa voiture pour des trajets de moins de 3 km. En direction des personnes âgées, une expérimentation a notamment été lancée dans le quartier Sainte-Thérèse pour encourager leurs déplacements à pied en favorisant notamment le déploiement de bancs à des endroits stratégiques. Le développement des espaces verts figure également au programme. « *L'ambition est de veiller à ce que les habitants disposent d'un espace vert accessible à moins de 300 m de leur domicile. Un arbre équivalent à cinq climatiseurs, nous veillons à en planter partout où cela est possible* », a confié **Béatrice Agamennone**, adjointe au maire de Metz en charge des espaces publics qui a également



Béatrice Agamennone, adjointe au maire de Metz en charge des espaces publics

évoqué les « **pocket gardens** ». « Metz compte tout un secteur historique avec des rues étroites et peu lumineuses. L'idée consiste à développer, partout où cela est possible de tout petits jardins, parfois juste un arbre et un banc ». À l'échelon métropolitain un groupe de travail planche quant à lui sur des thématiques

directement en lien avec la santé. Le **Contrat Local de Santé (CLS)** de la métropole avance 35 actions à mettre en œuvre d'ici 2026, pour favoriser la santé des habitants du territoire dans de multiples registres : santé mentale, vieillissement de la population, accès aux soins...

FB

## STRASBOURG

# La santé nourrit toutes les politiques

**L**interdiction de construire des terrasses sur les grandes artères passantes, développement des ZFE (Zone à faibles émissions), initiatives visant à lutter contre la prolifération du moustique tigre, lutte contre les perturbateurs endocriniens et les produits chimiques... Ce sont quelques-unes des actions initiées du côté de la **Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg** évoquées par **Françoise Schaezel**, conseillère de la commune de Strasbourg et vice-présidente chargée de l'urbanisme opérationnel, politique du cadre et qualité de vie, qualité de l'air, santé environnementale à l'Eurométropole de Strasbourg. Alors que le troisième CLS de la Ville et celui de l'Eurométropole de Strasbourg sont lancés, l'élu, comme Béatrice Agamennone et Pierre Cuny, a mis l'accent sur l'importance, pour être efficace en matière de santé et de bien-être, de **veiller à fédérer l'ensemble des acteurs concernés** : les politiques, les associations, l'université, les acteurs de la santé, les agences de

l'environnement ou de l'eau... Sans oublier les habitants eux-mêmes. Ces « communautés », il importe aussi de les faire se rencontrer, échanger et plancher pour lancer des projets communs, favoriser l'expérimentation et l'innovation, assurer une montée en compétences et faire en sorte que **la santé (environnementale) diffuse**. « *La santé doit être présente dans l'ensemble des politiques publiques* », insiste Françoise Schaezel. Au registre des initiatives originales, la Ville de Strasbourg a mis en place des « **ordonnances vertes** » (délivrées par des médecins ou des gynécologues) afin de sensibiliser les femmes enceintes à l'impact des perturbateurs endocriniens sur leur santé et celle de leur enfant. Cela se concrétise par des cours de sensibilisation et la possibilité de bénéficier de paniers de légumes bio provenant de circuits courts. Dans le CLS 3, la création de **Maisons Urbaines de Santé**, est également évoquée.

FB

## TOMBLAINE

# Une maison de santé pour tous

**M**algré la pluie, les Tomblainois se sont déplacés nombreux, en famille, samedi 10 février à l'espace Jean-Jaurès. De 9 heures à 13 heures s'y tenait le forum Enfance et Parentalité, un événement de sensibilisation autour des 1 000 premiers jours de l'enfant (de la grossesse aux deux ans révolus), avérés déterminants dans le développement de l'enfant. À l'intérieur, de nombreux stands tenus par différents professionnels de santé y accueillent les visiteurs autour de différentes thématiques : langage, nutrition, mode de garde, ateliers autour des sens, etc. Une seconde édition qui vient confirmer le succès de la première, qui avait accueilli près de 300 parents et enfants. Cet événement est organisé par la **maison pluriprofessionnelle de santé (MSP)** de Tomblaine, installée dans le bâtiment attenant à l'espace Jean-Jaurès. « *Si nous sommes ici ce n'est pas pour rien* », souligne le docteur Violaine Brunelli-Mauffrey, cofondatrice et cogérante de l'établissement et à l'initiative du projet. En effet, le maire de la commune, Hervé Féron, a défendu fermement le dossier pour que cette structure puisse voir le jour. « **Nous**

**nous sommes battus pour la création de cette MSP** », confirme l'élu. Remontons un peu le cours de l'histoire, Nous sommes en 2013 et le projet est déposé auprès de l'Agence régionale de santé Grand Est. « *L'ancienne équipe du Grand Nancy ne nous soutenait pas spécialement et monsieur le maire a dû faire des pieds et des mains pour que cette initiative se concrétise* », poursuit

Violaine Brunelli-Mauffrey. Convaincu de la pertinence d'un tel projet, le député-maire, à l'époque, effectue un énorme travail de recherche de financements et prend en charge la maîtrise d'ouvrage. « *La Ville était en situation de désert médical avec trois médecins pour 7 900 habitants et aucun spécialiste. Or, il est de notre responsabilité à nous, élus, d'assurer les*

*politiques publiques de nécessité sur notre territoire. Nous avons un devoir de bienveillance envers nos habitants* », argumente l'édile. C'est finalement en 2016 que la MSP est inaugurée, après un « **travail acharné** », se remémore Hervé Féron. Ainsi, sur un investissement de 2,2 millions d'euros, 1,5 provient de subventions. La mairie est propriétaire du bâtiment, moyennant

un loyer « **relativement faible** » afin de rester « **attractif** ». En revanche, le projet de soins a été entièrement imaginé par les professionnels de santé. Sur place, trois médecins et différents spécialistes (dentiste, sage-femme, psychologue, kinésithérapeute, orthophoniste, travailleurs sociaux...) assurent les consultations. Un laboratoire d'analyses est également présent. La MSP propose également des consultations médico-psycho-sociales gratuites, en partenariat avec le Réseau addictions ville hôpital (RAVH 54), à destination des populations fragiles et précaires. « *Si le médecin généraliste relève un besoin d'ordre social, il informe son patient de la présence d'un travailleur social rattaché au RAVH 54 qu'il peut solliciter gratuitement* », explique la cofondatrice. « *À Tomblaine, 55 % des habitants sont exonérés d'impôts et donc ont un niveau de vie modeste voire très modeste et nous sommes en plein cœur d'un quartier prioritaire. Il était donc nécessaire que cette structure voit le jour ici. D'autant plus que la MSP ne bénéficie pas qu'aux Tomblainois mais aussi aux communes alentour* », développe l'ancien député. À côté des consultations, l'équipe de la MSP est particulièrement engagée dans des actions de sensibilisation auprès du grand public. Depuis sa création, la MSP est passée de 17 à 35 professionnels de santé, preuve du succès et de l'intérêt de cette initiative.

JF



Le docteur Violaine Brunelli-Mauffrey (à gauche), cofondatrice et cogérante de l'établissement, et Hervé Féron, maire de Tomblaine.